



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 SEPTEMBRE 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2393

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seize août 1907, de nommer M. Arthur Benjamin Cruchet, agronome, de Saint Hypolite, dans le comté de Terrebonne, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur les districts de Terrebonne et Joliette. 2693

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix-huitième jour d'avril 1907, pour la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, et de nommer par commission en date du vingt-six août 1907, MM. Moïse Thibodeau, Jérémie Grenon, Wenceslas Grégoire, Richard Robertson et Noé Racine, cultivateurs, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du vingt-huit août 1907, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de Saint-Léonard d'Aston, dans le comté de Nicolet, et de nommer MM. Edmond Béliveau, marchand, Jean

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th SEPTEMBER, 1907.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2304

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth August, 1907, to appoint Mr. Arthur Benjamin Cruchet, farmer, of Saint Hypolite, in the county of Terrebonne, a justice of the peace under and in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the districts of Terrebonne and Joliette. 2694

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the eighteenth day of April, 1907, for the parish of Saint Bernard de Lacolle, county of Saint John's, and to appoint, by commission, dated the twenty sixth day of August, 1907, Messrs. Moïse Thibodeau, Jérémie Grenon, Wenceslas Grégoire, Richard Robertson and Noé Racine, farmers, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by commission dated the twenty-eighth of August, 1907, to appoint a court for the summary trial of small causes for the parish of Saint Léonard d'Aston, in the county of Nicolet, and to appoint Messrs. Edmond Béliveau, merchant, Jean

Louis Blanchette, rentier, Henri Hébert, marchand, Joseph Abraham Fleury, marchand, Gédéon Doucette, maire et cultivateur, et Napoléon Fleury, cultivateurs, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de Saint-Cuthbert, dans le comté de Berthier, et de nommer par commission en date du vingt-six août 1907, MM. Pacifique Fafard, Anaclel Comartin, Georges Sylvestre, Louis Courchène, Philippe Rochette, Willy Robillard et Anselme Roberge, cultivateurs, de Saint-Cuthbert, commissaires de la dite cour. 2691

Louis Blanchette, rentier, Henri Hébert, marchand, Joseph Abraham Fleury, marchand, Gedeon Doucette, mayor and farmer, and Napoléon Fleury, farmer, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes for the parish of Saint Cuthbert, in the county of Berthier, and to appoint by commission dated the twenty sixth day of August, 1907, Messrs. Pacifique Fafard, Anaclel Comartin, Georges Sylvestre, Louis Courchène, Philippe Rochette, Willy Robillard and Anselme Roberge, farmers, of Saint Cuthbert, commissioners of the said court. 2692

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTE
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } sur présentation au conseil municipal du comté de Saint Maurice, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans les municipalités de Saint-Boniface de Shawenegan et de Sainte Flore, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Saint-Maurice a nommé M^{re} Jules E. Marchand, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

ACES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de la Baie de Shawenegan, dans le comté de Saint-Maurice, est un démembrement des municipalités des paroisses de Saint-Boniface de Shawenegan et de Sainte Flore, dans le même comté. Formant une étendue d'environ cent soixante-quinze (175) acres en superficie, le périmètre du territoire du dit village est décrit comme suit, savoir :

Partant du point où aboutit à la rivière Saint-Maurice la ligne entre les lots numéros deux et trois (2 et 3), dans le rang B, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan ;

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTE
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, on pre-
Attorney General. } sentation to the municipal council of the county of Saint Maurice, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipalities of the parishes of Saint Boniface of Shawenegan and of Sainte Flore, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Saint Maurice has named Mr. Jules E. Marchand, special superintendent charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the village of Shawenegan Bay, in the county of Saint Maurice, is a dismemberment of the municipality of the parishes of Saint Boniface of Shawenegan and of Sainte Flore, in the same county. Occupying an extent of about one hundred and seventy five (175) acres in area, the perimeter of the said territory of the said village may be described as follows :

Starting from the point on the river Saint Maurice where the line between the lots numbers two and three (2 and 3), in the range B, of the official cadastre of the parish of Saint Boniface of Shawe-

là, vers le nord-ouest, une distance de neuf cent cinquante (950) pieds anglais mesurée sur la dite ligne ; de là, suivant la direction astronomique nord quatorze degrés quarante-cinq minutes est (N. 14° 45' E.), mille six cent vingt-cinq (1625) pieds anglais, plus ou moins, sur une ligne droite, jusqu'à l'axe d'un petit ruisseau qui déverse ses eaux dans la rivière Shawenegan, près du pont actuel jeté sur cette rivière, vis-à-vis le lot numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore ; de là, dans une direction générale est, l'axe du dit petit ruisseau, jusqu'à un point situé à une distance de trois cent quatre-vingt-douze (392) pieds anglais, mesurée dans une direction nord soixante-neuf degrés trente-cinq minutes ouest (N. 69° 35' O.), astronomique, depuis le coin nord-ouest du sudit pont ; de là, la dite distance sur la course sud soixante-neuf degrés trente-cinq minutes est (S. 69° 35' E.) astronomique, jusqu'au dit coin, sur la rive droite de la rivière Shawenegan ; de là, cette rive, en descendant la dite rivière, jusqu'à la rencontre de la rive droite de la rivière Saint-Maurice, puis cette dernière rive de la dite rivière Saint-Maurice, jusqu'au point de départ, sera détachée des municipalités de Saint-Boniface de Shawenegan et de Sainte-Flore, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de la Baie de Shawenegan," à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de la Baie de Shawenegan, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se contenter en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2689

Canada,
Province de }
Québec. }

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée

Shawenegan ends ; from thence, to the north west, a distance of nine hundred and fifty (950) feet english measured on the said line ; from thence, following a direction astronomically north fourteen degrees, forty five minutes east (N. 14° 45' E.), one thousand six hundred and twenty five (1625) feet, english measure, more or less, on a straight line, to the axis of a little stream which empties into the river Shawenegan, near the actual bridge built on that river, opposite lot number six hundred and twenty three (623), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore ; from thence, in a general east direction, the axis of the said stream, to a point situate a distance of three hundred and ninety two (392) feet english, measured in a direction north sixty nine degrees thirty five minutes (969° 35' W.), astronomically, from the north west corner of the said bridge : from thence, the said distance on the southern course sixty nine degrees thirty five minutes east (N. 69° 35' E.), astronomically, to the said corner, on the right bank of the river Shawenegan ; from thence, this bank, going down the said river, to its intersection with the right bank of the river Saint Maurice, to then this latter bank of the said river Saint Maurice to the starting point, shall be detached from the municipality of the parishes of Saint Boniface of Shawenegan and of Sainte Flore, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Shawenegan Bay", from and after this date.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Shawenegan Bay, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2690

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the

pour le VINGTIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

2699

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1907, constituant en corporation MM. Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills, Edmund William Tobin, marchand de bois, Joseph E. Tobin et John Patrick Tobin, gérants de moulins, de la ville de Bromptonville, Joseph Gagnon, marchand, du village de Saint Georges de Beauce, Homère Fauteux, régistrateur, de la ville de Beauceville, Napoléon Pierre Tanguay, commerçant de bois, du village de Weedon, Charles A. Sylvestre, marchand, du canton Ham Sud, Olivier C. Morissette, Frank McCrea, commerçants de bois, Donat O. E. Denault, marchands, de la cité de Sherbrooke, dans le but de faire le commerce de bois, acquérir, développer et utiliser des pouvoirs hydrauliques et électriques, dans le comté de Lévis, acquérir et construire des propriétés immobilières et mobilières, à ces fins louer, vendre et acheter ou autrement aliéner ou acquérir les dits pouvoirs et les dits propriétés selon que bon leur semblera, le tout sujet aux lois actuellement en force ou qui deviendront en force en cette province, sous le nom de "Chaudière Lumber Company", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour d'août 1907.

2695

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

TWENTIETH day of the month of AUGUST one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the greatness and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec and therein to do as may seem necessary. HERIN PATENT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SECOND day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2700

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of August, 1907, incorporating Messrs. Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills, Edmund William Tobin, lumber merchant, Joseph E. Tobin and John Patrick Tobin, bank managers, of the town of Bromptonville, Joseph Gagnon, merchant, of the village of Saint Georges Beauce, Homère Fauteux, registrar, of the town of Beauceville, Napoleon Pierre Tanguay, lumber merchant, of the village of Weedon, Charles A. Sylvestre, merchant, of the township of Ham South, Olivier C. Morissette and Frank McCrea, lumber merchants, Donat O. E. Denault, merchants, of the city of Sherbrooke, for the purpose of carrying on a lumber business, acquiring, developing and utilizing hydraulic and electric powers in the county of Lévis, acquiring and erecting immovable and movable properties for these purposes of selling, buying and otherwise conveying or acquiring the said powers and the said properties as they may deem fit, the whole subject to the laws actually in force, or which will hereafter come into force in this province, by the name of "Chaudière Lumber Company", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this thirtieth day of August, 1907.

2696

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE
BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement, doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir son service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou de Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux avis de demandes de bills privés tels que publié dans la *Gazette du Canada*.

2645 THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR
PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. For acts of incorporation :

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—In the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—In the principal place in each province in which the company intends to operate :

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—In the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba, shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to notices of application for private bills as published in the *Canada Gazette*.

646 THOS. B. FLINT,
Clerk of the House of Commons.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

2395

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réajustement d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Oracles permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la cons-

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

2396

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a

truction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur,

Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of a railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2397

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que "L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montreal" fera application à la prochaine session de la législature de Québec, pour obtenir des pouvoirs plus amples et demandera à ce que les employés de la "Compagnie du chemin de fer du Terminal" forment partie de l'Association, et à ce qu'il soit donné de plus amples pouvoirs au bureau d'administration.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 7 août 1907. 2499.5

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
JOLIETTE.

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal du comté de Joliette, a, le quinzième jour de mai mil neuf cent sept, passé une résolution détachant de la municipalité de la paroisse de Saint Félix de Valois, dans le dit comté de Joliette, certains lots de terre dans le deuxième rang du canton de Brandon, étant les lots Nos 635, 636, 637, 639 et 641, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Félix de Valois, et annexant les dits lots à la muni-

House fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2398

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association" shall apply for further powers and ask that the employees of the "Montreal Terminal Railway Company" be allowed to form part of the association, and that the board of management be given further powers.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th August, 1907. 2500

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
JOLIETTE.

Public notice is hereby given that the council of the said municipality of the county of Joliette, has, on the fifteenth day of May, 1907, passed a resolution to the effect of detaching from the municipality of the parish of Saint Félix de Valois, in the county of Joliette, the lots of lands being the numbers 635, 636, 637, 639 and 641, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Félix de Valois, in the second range of the township of Brandon, and to annex them to the

cipalité de la paroisse de Saint-Cléophas de Brandon, dans le dit comté de Joliette, pour les fins municipales; laquelle dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, le seizième jour du mois d'août courant.

A. CABANA,
Secrétaire-trésorier du conseil
municipal du comté de Joliette.

Joliette, 28 août 1907. 2703

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2447.

Dame Rose Boyanner, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Hiram Superior, du même lieu, et dûment autorisés à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

A. H. VINEBERG,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 septembre 1907. 2707

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure*
No 272.

Dame Albertine Miville Deschênes, de la paroisse de Saint Jean Port-Joli, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Saluste Fortin, journalier, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 3 septembre 1907. 2715

Cour Supérieure.—Montéal.
No 3310.

Dame Elizabeth Cook, épouse commune en biens de George Thomas Jones, tous deux de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

BUSTEED & LANE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 août 1907. 2717

Province de Québec, }
District de Saint François. } *Cour Supérieure.*
No 132.

Dame Philomène Deslandes, de la ville de Magog, district de Saint François, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Charles Renaud, sellier, du même lieu

ALF. TOURIGNY,
Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 août 1907. 2663.2

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 1870.

Dame Dosithé Sarazin, de la cité de Hull, épouse de Louis Gratton, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit Louis Gratton, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24e jour d'août courant.

GOYETTE & PARENT,
Procureurs de la demanderesse.

Hull, 24 août 1907. 2655.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Ellen Ryan, de Montréal, épouse de James McCormack, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens d'avec son mari.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Procureurs de Dame Mary E. Ryan.
Montréal, 17 août 1907. 2573.4

municipality of the parish of Saint Cléophas de Brandon, in the said county of Joliette, for municipal affairs; which said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor by order in council, dated on the sixteenth day of August instant.

A. CABANA,
Secretary treasurer of the municipal
council of the county of Joliette.

Joliette, 28th August, 1907. 2704

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2447.

Dame Rose Boyanner, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Hiram Superior, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

A. H. VINEBERG,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd September, 1907. 2708

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 272.

Dame Albertine Miville Deschênes, of the parish of Saint Jean Port Joli, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Saluste Fortin, of the same place, laborer.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 3rd September, 1907. 2716

Superior Court.—Montreal.
No. 3310.

Dame Elizabeth Cook, wife common as to property of George Thomas Jones, both of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property and as to habitation de corps et de biens against her said husband.

BUSTEED & LANE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th August, 1907. 2718

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 132.

Dame Philomène Deslandes, of the town of Magog, district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Charles Renaud, of the same place, sadler.

ALF. TOURIGNY,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 21st August, 1907. 2664

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Circuit Court*
No. 1870.

Dame Dosithé Sarazin, of the city of Hull, wife of Louis Gratton, laborer, of the same place, duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff;

vs

The said Louis Gratton, Défendeur.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 24th day of August, 1907.

GOYETTE & PARENT,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 24th August, 1907. 2656

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mary Ellen Ryan, wife of James McCormack, both of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
Attorneys for Dame Mary E. Ryan.

Montreal, 17th August, 1907. 2574

Cour Supérieure.—Quebec.

No 1982.

Dame Arabella Giasson, épouse commune en biens de Marc Gaudiose Couture, tous deux de Québec, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

F. O. DROUIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 20 août 1907. 2639-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 86.

Régina Morin, de la paroisse de Saint-Simon, dit district, épouse de Octave Beauchamp, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit Octave Beauchamp, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le neuf août courant.

BEAUPARLANT & MARIN,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 12 août 1907. 2555.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 314.

Dame Albina Lemaitre dit Augé, de la ville de Saint-Louis, dit district, épouse commune en biens de Alfred Boire, menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 août 1907. 2495.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3251.

Dame Eméliana St Denis, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Camille Bertrand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit Camille Bertrand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, dans la présente cause.

BEAUREGARD, RAINVILLE

& ST. JULIEN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 30 juillet 1907. 2479.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1411.

Dame Marie Emilie Castonguay, épouse commune en biens de David de la Durantaye, entrepreneur, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 août 1907. 2627.3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 602.

Dame Eugénie Proteau, épouse de sieur Athanase Elzéar Poirier alias Joseph A. Poirier, de la cité de Québec, journalier, Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit Athanase Elzéar Poirier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18ème jour de juillet 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 8 août 1907. 2515.5

Superior Court.—Quebec.

No. 1982.

Dame Arabella Giasson, wife common as to property of Marc Gaudiose Couture, both of Quebec, has instituted, this day, an action for separation as to property against her said husband.

F. O. DROUIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 20th August, 1907. 2640

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 86.

Régina Morin, of the parish of Saint Simon, said district, wife of Octave Beauchamp, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Octave Beauchamp, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the ninth of August instant.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 12th August, 1907. 2556

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 314.

Dame Albina Lemaitre dit Augé, of the town of Saint Lewis, said district, wife common as to property of Alfred Boire, joiner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys of the plaintiff.

Montreal 7th August, 1907. 2496

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3251.

Mrs. Eméliana St. Denis, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Camille Bertrand, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Camille Bertrand, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in the above case.

BEAUREGARD, RAINVILLE

& ST. JULIEN,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 30th July, 1907. 2480

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1411.

Dame Marie Emilie Castonguay, wife common as to property of David de la Durantaye, of the city and district of Montreal, contractor, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st August, 1907. 2628

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 602.

Dame Eugénie Proteau, wife of Mr. Athanase Elzéar Poirier alias Joseph A. Poirier, of the city of Quebec, laborer, Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Athanase Elzéar Poirier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 18th day of July, 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,

Attorneys for plaintiff

Quebec, 8th August, 1907. 2516

Dame Arsélie Bordeleau a intenté une action en séparation de biens contre Adélarde Mongrain, journalier, tous deux de Saint-Sévérin, à la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières.

ARTHUR BELIVEAU,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 14 août 1907. 2575.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1423.

Dame Edith Amelia McHenry, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Ernest Douglas Ayles, docteur en médecine, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Ernest Douglas Ayles, du même lieu,
Défendeur.

La dite demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre ledit défendeur.

G. HUGH SEMPLE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 22 août 1907. 2643.3

Dame Arsélie Bordeleau has instituted an action en séparation de biens against Adélarde Mongrain, laborer, both of Saint Sévérin, in the superior court for the district of Three Rivers.

ARTHUR BELIVEAU,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 14th August, 1907. 2576

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court,
No. 1423.

Dame Edith Amelia McHenry, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Douglas Ayles, of the same place, doctor of medicine, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
Ernest Douglas Ayles, of the same place,
Defendant.

The said plaintiff has, this day, instituted an action against the said defendant in separation as to property.

G. HUGH SEMPLE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 22nd August, 1907. 2644

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Jos. A. Dufresne, Failli.
Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Loranger, le troisième jour de septembre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas encore faites), No 15, rue Saint Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.
Montréal, 3 septembre 1907. 2705

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
In re Ernest Bourque, Failli.
Avis est donné que par ordonnance de la cour, en date du 30 août dernier, j'ai été nommé curateur à cette faillite.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations assermentées à mon bureau d'hui à 30 jours.

F. X. LEMIEUX,
Curateur.
Arthabaska, 3 septembre 1907. 2711

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Star Cap Manufacturing Co, Faillie.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé, sujet à objection, au bureau du soussigné, jusqu'à lundi, le 23e jour de septembre 1907, après laquelle date le dividende sera payé.

A. W. STEVENSON,
Curateur.
Bank of Toronto Chambers,
Rue Saint-Jacques.
Montréal, 3 septembre 1907. 2709

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Médard Boucher, manufacturier, Saint François du Lac, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 30e jour d'août 1907, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
In the matter of Jos. A. Dufresne, Insolvent.
I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Loranger, on the third day of September instant.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so) No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.
Montreal, 3rd September, 1907. 2706

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
In re Ernest Bourque, Insolvent.
Notice is given that by an order of the court, dated the 30th August last, I have been appointed curator to that estate.

Creditors are requested to file in my office their claims duly sworn within 30 days.

F. X. LEMIEUX,
Curator.
Arthabaska, 3rd September, 1907. 2712

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of Star Cap Manufacturing Co, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared, open to objection, at the office of the undersigned, until Monday, the 23rd day of September, 1907, after which dividend will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.
Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 3rd September, 1907. 2710

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court
In the matter of Médard Boucher, manufacturier, of Saint François du Lac, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 30th day of August, 1907, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées entre mes mains sous 30 jours de la date de cet avis.

AIMÉ BOUCHER,
Curateur.

Bureau de Mondou & Boucher,
Notaires, Pierreville, Qué.
Pierreville, 3 septembre 1907. 2719

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re I. Labreche & Cie, Montréal, Faillis.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25e jour de septembre 1907, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 septembre 1907. 2713

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

In re Dame H. Trudel, veuve de Adolphe Crête, marchande publique, de la paroisse de Saint Jacques des Piles, Requérent cession ;

et

Euchariste Bellemare, de la paroisse de Saint Jean des Piles, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

P. E. BLONDIN,
Gardien provisoire.

Blondin & Désy,
Procureurs du gardien provisoire.
Trois-Rivières, 30 août 1907. 2701

Ventes par le Shérif—Gaspé

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrats, siégeant à New Carlisle.

Province de Québec, }
District de Gaspé, } **THE McLAUGHLIN**
Comté de Bonaventure. } **CARRIAGE COM-**
No 98. } **PANY, LIMITÉE,** cor-
poration ayant son principal bureau et principale place d'affaires dans la cité de Saint Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **ARCHIE CAMPBELL**, de Nouvelle, dans les comté et district susdits, Défendeur.

Tout ce certain lot de terre sis et situé dans le rang du chemin au sud, dans le canton Nouvelle et Shoolbred, étant connu comme partie du lot numéro 17, du cadastre officiel et livre de référence du dit canton, contenant deux acres de largeur, et couvrant toute la profondeur du dit lot ; borné au sud par la seigneurie de Nouvelle et Shoolbred, au nord par le chemin du Roi, à l'est par les terres appartenant à Thomas Campbell, et à l'ouest par les terres appartenant à William Keays—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le canton de Nouvelle, **MARDI**, le **HUITIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,Shérif.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, 30 août 1907. 2697
[Première publication, 7 septembre 1907.]

Sworn claims must be filed in our hands within 30 days from this notice.

AIMÉ BOUCHER,
Curator.

Office of Mondou & Boucher,
Notaries, Pierreville, Que.
Pierreville, 3rd September, 1907. 2720

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re I. Labreche & Co., Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until the 25th day of September, 1907, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 27th September, 1907. 2714

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In re Dame H. Trudel, widow of Adolphe Crête, public trader, of the parish of Saint Jacques des Piles, Petitioner for assignment ;

and

Euchariste Bellemare, of the parish of Saint Jean des Piles, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Three Rivers.

P. E. BLONDIN,
Provisional guardian.

Blondin & Desy,
Attorneys of the provisional guardian.
Three Rivers, 30th August, 1907. 2702

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrates' Court, sitting at New Carlisle.

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } **THE McLAUGHLIN**
County of Bonaventure. } **CARRIAGE COM-**
No 98. } **PANY, LIMITED,** a cor-
poration having its principal office and place of business in the city of Saint John, in the province of New Brunswick, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ARCHIE CAMPBELL**, of Nouvelle, in the county and district aforesaid, Defendant.

All that certain lot of land situate, lying and being in the road range south, in the township of Nouvelle and Shoolbred, being known as part of lot number 17, of the official cadastre and book of reference of said township, containing two acres in width, and running the full depth of said lot ; bounded on the south by the seigniorie of Nouvelle and Shoolbred, on the north by the King's highway, on the east by lands owned by Thomas Campbell, and on the west by lands owned by William Keays—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean l'Évangéliste, in the township of Nouvelle, on **TUESDAY** the **EIGHTH** day of **OCTOBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
New Carlisle, 30th August, 1907. 2698
[First published, 7th September, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 989. } **LA COMPAGNIE DE QUINCAILLERIE CHINIC**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, marchande, Demanderesse; contre les biens et effets, terres et tenements de **OSWALD ROBINSON**, de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, maintenant résidant dans la ville de Campbellton, dans la province de Québec, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le premier rang de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, étant la partie est du lot connu sous le numéro cent cinquante-huit (158) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Hamilton, mesurant cent trente-quatre pieds de front sur une profondeur de soixante et quatre pieds, plus ou moins; borné au sud par le chemin du Roi, au nord et à l'ouest par Frederick Frelatte, et à l'est par James Frelatte—avec une maison et une forge, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles de Caplan, **MERCREDI**, le **DIX-HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain (1907), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, New Carlisle, 9 août 1907. Shérif, 2539.2
[Première publication, 17 août 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 989. } **THE CHINIC HARDWARE COMPANY**, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Quebec, merchants, Plaintiff; against the goods and chattels and the lands and tenements of **OSWALD ROBINSON**, of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, was residing in the town of Campbellton, in the province of Quebec, Defendant.

A certain piece or parcel of land situated in the first range of the parish of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, being the east part of the lot known as number one hundred and fifty eight (158), of the official plan and book of reference of the township of Hamilton, measuring one hundred and thirty four feet in front by a depth of sixty four feet, more or less; bounded on the south by the King's highway, on the north and west by Frederick Frelatte, and to the east by James Frelatte—with a dwelling house and blacksmith's forge thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles de Caplan, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTEENTH** day of **SEPTEMBER** ensuing, (1907), at the hour of **ELEVEN** in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, New Carlisle, 9th August, 1907. Sheriff, 2540
[First published, 17th August, 1907.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir: } **LEANDRE VAILLANCOURT**, gentilhomme, de la paroisse de Saint-André, Demandeur; contre **FELIX GARNEAU**, du même lieu, Défendeur, à savoir:

1° Une terre située en le premier rang de la paroisse de Saint-André, dans le comté de Kamouraska, de forme irrégulière, contenant environ 146 arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cent vingt-cinq (No 125)—avec une maison, grange et autres bâties desus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au second rang de la dite paroisse, contenant environ 60 arpents en superficie, connu au même cadastre sous le numéro trois cent quatre-vingt-cinq (No 385)—sans bâtisse.

Pour être vendues en deux lots à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André, **MERCREDI**, le **DIX-HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Fraserville, 13 août 1907. Shérif, 2553.2
[Première publication, 17 août 1907.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit: } **LEANDRE VAILLANCOURT**, of the parish of Saint André, gentleman, Plaintiff; against **FELIX GARNEAU**, of the same place, Defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the first range of the parish of Saint André, in the county of Kamouraska, of irregular form, countaining about 146 acres in superficies, known and distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre of the said county of Kamouraska, for the said parish of Saint André, under the number one hundred and twenty five (No. 125)—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies

2. Another lot of land situate in the second range of the said parish, containing about 60 acres in superficies, known in the same cadastre under the number three hundred and eighty five (No. 385)—without buildings.

To be sold in two lots at the church door of the parish of Saint André, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Fraserville, 13th August, 1907. Sheriff, 2553.2
[First published, 17th August, 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **P**ETER ADELSTEIN, marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements D'ALBERT CLEARY et JOSEPH L. ADELSTEIN, tous deux des cité et district de Montréal, et ci-devant faisant affaires en société dans la dite cité de Montréal, sous les nom et raison de "The Star Cap Mfg. Co.", Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Albert Cleary, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement faisant partie du lot connu sous le numéro neuf cent onze (Pt 911), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans le cité de Montréal, le dit emplacement contenant vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins, sur une profondeur de quatre-vingt-seize pieds, plus ou moins, avec un cottage en briques et dépendances, portant le No 619, rue Cadieux, Montréal, et borné comme suit : en front par la dite rue Cadieux, en arrière par le résidu appartenant à Dame J. Rodgers ou représentants, le dit résidu s'étendant depuis l'arrière du hangar et l'écurie ju qu'à l'avenue Hall, du côté sud-est par la propriété de Dame Martin Hart, formant partie du numéro officiel neuf cent dix, et de l'autre côté au nord-ouest par la propriété de Thos. L. Arseneur ou le résidu du dit lot officiel numéro neuf cent onze.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Montréal, 5 septembre 1907.

[Première publication, 7 septembre 1907.]

Député Shérif.

2727

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **P**ETER ADELSTEIN, of the city and district of Montreal, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of ALBERT CLEARY and JOSEPH L. ADELSTEIN, both of the city and district of Montreal, and heretofore doing business in co partnership together in the said city of Montreal, under the name and firm of the Star Cap Mfg. Co., Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Albert Cleary, the following immoveable, to wit :

An emplacement forming part of lot known under number nine hundred and eleven (Pt 911), upon the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, said emplacement containing twenty-five feet in width, more or less, by a depth of ninety six feet, more or less, with a brick cottages and dependencies, bearing No 619, Cadieux street, Montreal, and bounded as follows : in front by said Cadieux street, in rear by the remaining portion belonging to Dame J. Rodgers or representatives, said remaining portion starting from the back of the shed and stable to the City Hall avenue, on the south east side by the property of Dame Martin Hart, forming part of official number nine hundred and ten, on the other side to the north west by the property of Thos. L. Arseneur or remaining portion of said official lot number nine hundred and eleven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Montreal, 5th September, 1907.

[First published, 7th September, 1907.]

Deputy Sheriff.

2728

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le dix-neuvième jour d'août 1907, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1907, à ONZE heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières dues, telles que détaillées dans la dite cédule.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.

Public notice is hereby given that the immovable properties mentioned, and more particularly described in schedule filed in my office, the nineteenth day of August, 1907, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1907, at ELEVEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal, for taxes and assessments due, as detailed in the said schedule.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
10	Ste-Anne— St. Anns..	Partie de— Part of 1313.		161, 163, 165 et— 167	Murray.....	Antoine Robert.....	\$173 88	Cotisations annuelles—annual assessments.	
16	Ste-Anne— St. Anns..	1353		13, 13A, 15 et—and 15A	Eleonor.....	Anthime Paquette.....	138 91	Cotisations annuelles—annual assessments.	
17	Ste-Anne— St. Anns..	Partie S. E. de —S. E. Part of 1354.....		17, 17B, 17C, 17D, 17E, 17F, 17G, 19 et and 21.....	Eleonor.....	Anthime Paquette.....	97 23	Cotisations annuelles—annual assessments.	
18	Ste-Anne— St. Anns..	Lot entre—bet- ween 1387 et —and 1388.....		390	William.....	Inconnu—Unknown.....	142 24	Cotisations annuelles—annual assessments.	
30	St-Antoine..	Partie N. O. de —N. W. part of 464.....		145 et—and 147	Lusignan.....	Antoine Robert.....	111 14	Cotisations annuelles—annual assessments.	St-Joseph.
35	St-Antoine..	802 et partie de —and part of 787.....		31, 33, 35, 37, 39, 41 et—and 43	Carré Chaboillez....	John Kavanagh.....	672 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	St-Joseph.

Sujet à la substitution créée par le testament de Michael Kavanagh devant E. Prudhomme, N. P., le 31 décembre 1889, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, le 21 avril 1890, sous le numéro 118928.—Subject to the substitution created by the last will and testament of Michael Kavanagh, before E. Prudhomme, N. P., on the 31st December, 1889, and duly registered, in the registry office for Montreal West, on the 21st April, 1890, under No. 118928.

40	St-Antoine..	Partie de— Part of 863..	13 et—and 15	Ruelle St-David— St David lane...	The Canadian Transfer Co. Ltd.....	440 49	Cotisations spéciales—special assessments..	St-Joseph.	
41	St-Antoine..	865	21 et—and 23	Ruelle St-David— St David lane...	The Canadian Transfer Co. Ltd.....	461 42	Cotisations spéciales—special assessments—	St-Joseph.	
45	St-Antoine..	953	38 et—and 40	Ruelle St-David— St David lane.	St-Jacques— St James.....	1948 35	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	St-Joseph.	
55	St-Antoine..	Partie de— Part of 1338.	40	Victoria.....	Antoine Robert.....	125 02	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-George.	
63	St-Antoine..	1675	833, 835, 837 et— and 839.....	Ste-Catherine Ouest — Ste. Catherine West.....	John H. Hodges	12 13	Cotisations spéciales—special assessments..	St-André—St. Andrew.	
66	St-Antoine..	87	12	60	Coursol.....	William J. McGee.....	56 70	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Joseph.
68	St-Antoine..	466	56	168, 170 et—and 172	Versailles.....	Antoine Robert.....	180 60	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Joseph.
69	St-Antoine..	466	57	162, 164 et—and 166	Versailles.....	Antoine Robert.....	180 60	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Joseph.
70	St-Antoine..	466	58	Versailles.....	Antoine Robert.....	37 48	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Joseph.	
80	St-Antoine..	1567	4	3	Mackay.....	Antoine Robert.....	166 71	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-André—St. Andrew.
92	St-Antoine..	1671	10-4	} 19	Lincoln.....	Annie Hammill, épouse de—wife of Frank D. Shallow.....	144 46	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-André—St. Andrew.
		1671	10-5						
97	St-Antoine..	1715	3	6 et—and 8	Avenue Selkirk — Selkirk avenue..	James Seath Smith.....	220 50	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-André—St. Andrew.
98	St-Antoine..	1715	6 et—and 7	14	Avenue Selkirk — Selkirk avenue..	James Seath Smith.....	529 20	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-André—St. Andrew.
106	St-Laurent— St. Lawrence	86	69	69	Ste-Famille.....	Margaret Maas, épouse de—wife of John B. Delorimier.....	10 31	Cotisations spéciales—special assessments.	
107	Sr-Laurent— St. Lawrence	Partie de—part of 106.....	166	166	Elgin.....	Michel Bigras.....	11 38	Cotisations spéciales—special assessments.	
111	St-Laurent— St. Lawrence	170	Partie de— part of D..	102	Mance.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	149 23	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
112	St-Laurent— St. Lawrence	170	Partie de— part of D.,	100	Mance.	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	132 30	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre — Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipi- pales.—Names of wards for municipi- pal purposes.
113	St-Laurent— St. Lawrence	170	Partie de— part of E.	96	Mance.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard.....	149 23	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
117	St-Laurent— St. Lawrence	N. O. de—N. W. 1/2 of 306.		231, 233, 235 et— and 237.....	St-Urbain.....	Alice Louisa Mills, épouse de—wife of Alfred Wright.....	9 31	Cotisations spéciales—special assessments.	
122	St-Laurent— St. Lawrence	Partie N. O. de —N. W. part of 479.....		153	Bleury.....	Charlotte Charlebois, veuve de—widow of Frs. H. Dominique Ducharme....	194 48	Cotisations spéciales—special assessments.	
124	St-Laurent— St. Lawrence	Parties de— parts of 624 et—and 625.....		152, 154 et— and 156.....	Boulevard St. Lau- rent — St. Law- rence Boulevard..	Ludger Montpetit, Edouard Montpetit, Marie Louise Montpetit, veuve de— widow of Arthur Lamarche, Eva Montpetit, épouse de—wife of Rodol- phe Faribault, Ada Montpetit, épouse de—wife of Dominion Caldwell et— and Elzéar Montpetit.....	757 80	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	

Sujet aux substitutions créées par le testament de Mathilde Leclair, épouse de Jean M. Papineau, devant L. N. Dumouchel, N. P., le 7 avril 1891, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, le 12 décembre 1898, sous le No 47319 ; et par le testament de Jean M. Papineau, devant C. Paquet, N. P., le 2 mars 1903 et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, le 12 décembre 1903, sous le No 59252.—Subject to the substitutions created by the last will and testament of Mathilde Leclair, wife of Jean M. Papineau, before L. N. Dumouchel, N. P., on the 7th April, 1891, and duly registered in the registry office of Montreal East, on the 12th December, 1898, under No. 47319 ; and by the last will and testament of Jean M. Papineau, before C. Paquet, N. P., on the 2nd March, 1903, and duly registered in the registry office of Montreal East, on the 12th December 1903, under No. 59252.

126	St-Laurent— St. Lawrence	796i	.....	238	Lagauchetière ouest — Lagauchetière west.....	Ellen Kearns, épouse de—wife of Row- land Kane.....	69 45	Cotisations annuelles—annual assessments.
134	St-Laurent— St. Lawrence	110	Partie de— part of 7..	96	Prince Arthur....	Batcha Isenman, épouse de—wife of Moses Bailey.....	44 90	Cotisations spéciales—special assessments.
139	St-Laurent— St. Lawrence	169	Partie N. O. de—part N. W. of 37..	69	Mance.....	Amélia S. Stanley veuve de—widow of Charles Sheppard sr.....	117 60	Cotisations annuelles—annual assessments.
140	St-Laurent— St. Lawrence.	182	1 et—and 2	242	Sherbrooke Ouest— Sherbrooke West	The Carleton Apartment House Com- pany, Limited	1541 32	Cotisations annuelles—Annual assessments.
146	St-Louis....	Partie N.-E. de —N. E. part of 425.....	.....	246, 248, 250, 252, 254, 256 et—and 258.....	Ste-Catherine Est— Ste Catherine East	Ludger Montpetit, Edouard Montpetit, Marie-Louise Montpetit, épouse de— wife of Arthur Lamarche, Eva Mont- petit, épouse de—wife of Adolphe Faribault, Ada Montpetit, épouse de —wife of Dominion Caldwell et—and Elzéar Montpetit	570 97	Cotisations annuelles—Annual assessments.

Sujet aux substitutions créées par le testament de Mathilde Leclair, épouse de Jean M. Papineau, devant L. N. Dumouchel, N. P., le 7 avril 1891, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal Est, le 12 décembre 1898, sous le No 47319, et par le testament de Jean M. Papineau, devant C. Paquet, N. P., le 2 mars 1903 et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal Est, le 12 décembre 1903, sous le No 59252.—Subject to the substitutions created by the last will and testament of Mathilde Leclair, wife of Jean M. Papineau, before L. N. Dumouchel, N. P., on the 7th April, 1891, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 12th December, 1898, under No. 47319, and by the last will and testament of Jean M. Papineau, before C. Paquet, N. P., on the 2nd March, 1903, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 12th December, 1903, under No. 59252.

147	St-Louis....	427 et partie S.- O. de—and S. W. part of 422.....	266 et—and 268	Ste-Catherine Est— Ste Catherine East	Ludger Montpetit, Edouard Montpetit, Marie-Louise Montpetit, épouse de— wife of Arthur Lamarche, Eva Mont- petit, épouse de—wife of Adolphe Faribault, Ada Montpetit, épouse de —wife of Dominion Caldwell et—and Elzéar Montpetit.....	362 13	Cotisations annuelles—Annual assessments.
-----	--------------	--	-------	----------------	--	---	--------	---

Sujet aux substitutions créées par le testament de Mathilde Leclair, épouse de Jean M. Papineau, devant L. N. Dumouchel, N. P., le 7 avril 1891, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal Est, le 12 décembre 1898, sous le No 47319, et par le testament de Jean M. Papineau, devant C. Paquet, N. P., le 2 mars 1903 et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal Est, le 12 décembre 1903, sous le No 59252.—Subject to the substitutions created by the last will and testament of Mathilde Leclair, wife of Jean M. Papineau, before L. N. Dumouchel, N. P., on the 7th April, 1891, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 12th December, 1898, under No 47319, and by the last will and testament of Jean M. Papineau, before C. Paquet, N. P., on the 2nd March, 1903, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 12th December, 1903, under No. 59252.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
157	St-Louis...	Partie de-Part of 779		96, 98, 100, 102 et —and 102A 305	St-Norbert..... St-Dominique.....	Alexander M. Foster	314 20	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.	
164	St-Louis...	Partie de-Part of 990		869	Boulevard St-Lau- rent—St Lawrence Boulevard.....	James S. Smith	88 05	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
166	St-Louis...	1018		993 et—and 995	Boulevard St-Lau- rent—St Lawrence Boulevard.....				
173	St-Louis...	896	4	330 et—and 332 645 et—and 647	Roy..... Avenue de l'Hôtel de Ville—Hotel de Ville avenue.....	Daniel Henri Dion Young	101 00	Cotisations spéciales—Special assessments.	
174	St-Louis...	896	3	641 et—and 643	Avenue de l'Hôtel de Ville—Hotel de Ville avenue.....	James S. Smith.....	114 66	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
175	St-Louis...	896	12	22 et—and 22A	Avenue Laval— Laval avenue. ...	Francis D. Shallow	180 60	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
185	St-Louis...	902	110	530 et—and 532	St-Denis.	Césarie Hurteau, veuve de—widow of			
193	St-Louis...	903	289	1, 3, 5 et—and 7 227	Carré St-Louis sq.. Avenue Laval— Laval Avenue.	Napoléon Brault.....	335 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
194	St-Louis...	903	288	226	Avenue Laval— Laval Avenue.	Alphonse Audet	71 09	Cotisations annuelles—annual assessments.	
197	St-Louis...	907	4	60 et—and 62	Avenue Laval— Laval Avenue.	Alphonse Audet.....	78 43	Cotisations annuelles—annual assessments.	
201	St-Louis...	942	Partie de— Part of 6.	221, 223 et—and 225	Avenue Coloniale— Colonial Avenue.	Antoine Robert.....	277 79	Cotisations annuelles—annual assessments.	
						Jos. O'Callaghan Mignault.....	159 98	Cotisations annuelles—annual assessments.	

Sujet à la substitution créée par la donation faite par Pierre B. Mignault à Joseph O'Callaghan Mignault, devant E. G. Simard, N. P., le 27 juin 1887, et dûment enregistrée dans le bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 3 septembre 1887, sous le numéro 19040.—Subject to the substitution created by the donation made by Pierre B. Mignault to Joseph O'Callaghan Mignault, before E. G. Simard, N. P., on the 27th June, 1887, and duly registered in the registry office, for Montreal East, on the 3rd September 1887, under No. 19040.

208	St-Jacques— St. James.	Partie de— Part of 251.....	489 et—and 491 38 et—and 40	Craig Est—E. Craig St Timothée.— St. Timothy.	Emélie Prévost, veuve de—widow of Alphonse Pelletier.....	9 78	Cotisations spéciales—special assessments.
209	St-Jacques— St. James.	274	531, 533, 535, 537, 539, 541, 543 et— and 545.....	Craig Est — Craig East	Jacob Franklin.....	3 02	Cotisation spéciale—special assessment.
210	St-Jacques— St. James.	Partie de—part of 275.....		Amherst.....	Jacob Franklin.....	77 55	Cotisation spéciale—special assessment.
214	St-Jacques— St. James.	Partie de—part of 287		Amherst	George W. Parent	161 70	Cotisation spéciale—special assessment.
221	St-Jacques— St. James.	395	519, 521 et—and 523	Lagauchetière Est —Lagauchetière East	Sophie Ledoux, veuve de—widow of George Gibbon Pell	113 50	Cotisation spéciale—special assessment.
225	St-Jacques— St. James.	Partie de—part of 433.....	106 et—and 108 174	Amherst	Berri	125 03	Cotisations annuelles—annual assessments.

Sujet à la substitution créé par le testament de Eugène Hercule Trudel, devant A. D. Jobin et H. Dumesnil, notaires, le 6 juillet 1873, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Montréal Est, le 20 décembre 1883, sous le numéro 11605, et ses deux codiciles olographes dûment prouvés suivant la loi le 28 novembre 1883, et enregistrés dans le même bureau d'enregistrement le 20 décembre 1883, sous le numéro 11606.—Subject to the substitution created in virtue of last will of Eugène Hercule Trudel, before A. D. Jobin and H. Dumesnil, notaries, on the 6th July, 1873, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 20th December, 1883, under number 11605, and his two olograph codicils and duly probated and deposited according to law on the 28th November, 1883, and registered in the same registry office on the 20th December, 1883, under No. 11606.

228	St-Jacques— St. James.	514	95	St-Hubert	Marie Hélène Jodoin, épouse de—wife of Narzal B. Desmarteau	151 47	Cotisations annuelles—annual assessments.
-----	---------------------------	-----------	----	-----------------	--	--------	---

Sujet à la substitution créée par la donation faite par Marie Hélène Jodoin, épouse de Amable Jodoin, fils, dans le contrat de mariage de Marie Hélène Jodoin avec Narzal B. Desmarteau, le 12 mai 1874, et dûment enregistrée dans le bureau d'enregistrement pour Montréal Est, le 15 juillet 1874, sous le numéro 80063.—Subject to the substitution created by the donation made by Marie Hélène Jodoin, wife of Amable Jodoin, jr., in the marriage contract of Marie Hélène Jodoin with Narzal B. Desmarteau, on the 12th May, 1874, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 15th July, 1874, under No. 80063.

230	St-Jacques— St. James..	524	79 et—and 81	St-Christophe.....	Auguste Martineau "The Rambert Phonograph".....	87 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
-----	----------------------------	-----------	--------------	--------------------	--	-------	---

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. {Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclaté. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
233	St-Jacques— St. James.	½ N. E. de—N. E. ½ of 570.		180	Amherst	Succession—Estate Robert Burrell	\$159 45	Cotisation spéciale—special assessment.	
Sujet à la substitution créée par le testament de Robert Burrell, sr., devant J. E. O. Labadie, N. P., le 2 août 1887, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Montréal Est, le 3 octobre 1887, sous le numéro 19265.—Subject to the substitution created by the last will and testament of Robert Burrell, sr., before J. E. O. Labadie, N. P., on the 2nd August, 1887, and duly registered, in the registry office for Montreal East, on the 3rd October, 1887, under No. 19265.									
247	St-Jacques— St. James.	Partie de—part of 586.		175, 175 A, 175 B, 177, 179 et— 181	Amherst	Thomas Lamoureux	155 10	Cotisation spéciale—special assessment.	
Sujet aux substitutions créées par le testament de Henriette Genon, épouse d'Égène Lamoureux, devant F. Rientord, N. P., le 9 mai 1884, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Montréal Est, le 21 décembre 1888, sous le numéro 22441, et le testament d'Égène Lamoureux devant F. Rientord, N. P., le 28 juillet 1884, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Montréal Est, sous le numéro 24431.—Subject to the substitutions created by the last will and testament of Henriette Genon, wife of Égène Lamoureux, before F. Rientord, N. P., on the 9th May, 1884, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 21st December, 1888, under No. 22441, and the last will of Égène Lamoureux, before F. Rientord, N. P., on the 28th July, 1884, and duly registered in the registry office for Montreal East, under No. 24431.									
260	St-Jacques— St. James.	Partie de—part of 1079.		272, 274, 276, 276a et— 278.	Visitation	Arthur Bastien	173 89	Cotisations annuelles—annual assessments.	Lafontaine.
Sujet à la substitution créée par la donation faite par Benoit Bastien à Arthur Bastien, devant P. C. Lacasse, N. P., le 30 juin 1898, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Montréal Est, le 9 juillet 1898, sous le numéro 46437.—Subject to the substitution created by the donation made by Benoit Bastien to Arthur Bastien, before P. C. Lacasse, N. P., on the 30th June, 1898, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 9th July, 1898, under number 46437.									

265	St. Jacques— St. James.	431	7	103	St-Denis	Joseph Horace Bourdon et succession— and estate Adelina Resther, son épouse—his wife.....	257 25	Cotisations annuelles—annual assessments.
-----	----------------------------	-----	---	-----	----------------	---	--------	---

Sujet à la substitution créée par la donation faite par Julia Steller, veuve de Chs. E. Bell à Joseph Horace Bourdon et Adelina Resther, son épouse, devant V. Lamarche, N. P., le 23 novembre 1901, et dûment enregistrée dans le bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 18 décembre 1901, sous le numéro 54391.—Subject to the substitution created by the donation made by Julia Steller, widow of Chs. E. Bell to Joseph Horace Bourdon and Adelina Resther, his wife, before V. Lamarche N. P., on the 23rd November, 1901, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 18th December, 1901, under number 54391.

267	St-Jacques— St. James.	838	8	341 et—and 343...	St-Denis	Succession—Estate J. Pantaléon Beau- champ, Amédée Geoffrion, Horace Beauchamp et—and Tanerède Jodoin, fidéi-commissaires—Trustees.....	155 60	Cotisations annuelles—annual assessments.	Lafontaine.
273	St-Jacques— St. James.	1203	175	508 et—and 510...	St-Hubert.....	Adéline Tourneur, épouse de—wife of Octave Drouin.....	194 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	Lafontaine.
287	Ste - Marie— Ste. Mary.	649 et partie de —and part of 651.....		226, 228, 230 et— and 232..... 881, 883, 885 et— and 887.....	Champlain..... Ste-Catherine Est— Ste. Catherine East	Louis Zénon Renaud et—and J. A. Emile Gauvin.....	355 40	Cotisations annuelles—annual assessments.	Papineaur
294	Ste-Marie— St Mary ..	Partie de— Part of 1139.....			Avenue Papineau— Papineau avenue.	Jane Kenny, épouse de—wife of Wil- liam Mann.....	53 35	Cotisations spéciales—special assessments.	
296	Ste-Marie— St Mary ..	Parties de— Parts of 1351 et—and 1352.....		1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291 et—and 1293	Ontario Est—East. Fullum	Joseph Langlois dit Lachapelle.....	18 95	Cotisations spéciales—special assessments.	
331	Partis du village d'Ho- chelaga maintenant an- nexée à la cité de Mont- réal.—Part of Hochelaga a village now annexed to the city of Montreal	173		163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185 et— 186.....	Iberville.....	Amelia S. Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard, sr.....	220 22	Cotisations spéciales—special assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipi- pales.—Names of wards for municipi- pal purposes.	
334	Partie du village d'Hochelaga, maintenant annexée à la cité de Montréal. — Part of village of Hochelaga, now annexed to the city of Montreal.	Partie de— Part of 183.			Aylwin	The Montreal Island and Belt Line Railway	\$23 25	Cotisations spéciales—special assessments.		
336		23	Partie de— Part of 418		Forsyth	Sir Thomas G. Shaughnessy, James Sutherland, Henry John Finkle, Raymond Préfontaine, George W. Parent et—and Henry Joseph.	15 68	Cotisations spéciales—special assessments.		
337		23	Partie de— Part of 418		Forsyth	Sir Thomas G. Shaughnessy, James Sutherland, Henry John Finkle, Raymond Préfontaine, George W. Parent et—and Henry Joseph.	15 69	Cotisations spéciales—special assessments.		
338		23	Partie de— Part of 419.		Forayth	Succession—Estate George C. Hamilton	15 68	Cotisations spéciales—Special assessments.		
339		23	Partie de— part of 419.		Forayth	Succession—Estate George C. Hamilton.	15 69	Cotisations spéciales—Special assessments.		
372		52	56		Nolan	Victor Hudon et—and Gilbert Provost.	83 54	Cotisations spéciales—Special assessments.		
376		166	Parties de— parts of 10, 11, 12, 13 et 14.		1495	Notre-Dame Est— Notre-Dame East	Pierre Etienne Bourassa et—and Séraphin Bourassa, " P. E. Bourassa & Fils "—" P. E. Bourassa & Son "...	611 27	Cotisations annuelles—Annual assessments	Ste-Marie— Ste. Mary.
399		166	598			Logan	Joseph Vézina	15 64	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.	Ste. Marie— Ste. Mary.
403		171	13			Iberville	Hon. Louis A. Jetté, Joseph D. Molson, succession—Estate Francis A. Quinn, Frédéric L. Béique, succession—Estate Charles Desmarteau, sr, Joseph W. Crevier, Edmond Beauvais et—and Desmarteau & Lamoureux	115 08	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments	Ste-Marie.— Ste. Mary.

405
406
407
411
427
433
435
443
445
446
448
453
455

Village St-Jean-Baptiste, maintenant annexé à la cité de Montréal.—St. Jean Baptiste village annexed to the city of Montreal.

Partie de — part of 17.....		688, 690 et—and 692	Avenue Mont Royal —Mount Royal av.	Céline Provencher, épouse de—wife of Alfred Plessis dit Belair.....	30 34	Cotisations spéciales—Special assessments.	
Partie de — part of 21.....		1210 et—and 1212.	Avenue de l'Hôtel- de-ville — Hotel de ville avenue...	Adolphe Larin.....	14 34	Cotisations spéciales—Special assessments.	
Partie de — part of 21.....		1214	Avenue de l'Hôtel- de-Ville — Hotel de Ville avenue..	Pierre Claude.....	14 34	Cotisations spéciales—Special assessments.	
31.....		1170 et—and 1172.	Avenue de l'Hôtel- de-Ville — Hotel de Ville avenue..	Jos. Ferdinand Gravel	35 83	Cotisations spéciales—Special assessments.	
Partie de — part of 346.....		732a et—and 734..	St-Dominique.....	James Smith.....	67 60	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
Partie de — part of 409.....		1422, 1424, 1426 et —and 1428.....	Boulevard St-Lau- rent — St. Law- rence Boulevard.	Staniaslas Pariseau.....	114 38	Cotisations spéciales—Special assessments.	
Partie de — part of 433.....		1144 et—and 1146..	Boulevard St-Lau- rent — St. Law- rence Boulevard.	Jos. Aldéric Godin	80 27	Cotisations spéciales—Special assessments.	
7	59	206	Avenue Mont Royal —Mount Royal av.	Télesphore Gibeau.....	30 91	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	Duvernay.
8	194		Avenue, Christophe Colomb—Christo- pher Columbus Av.	Horace Chagnon et—and Alexandre Chagnon.....	9 67	Cotisations spéciales—Special assessments.	Duvernay.
8	195	145, 147 et—and 149	Avenue Christophe Colomb—Christo- pher Columbus Av.	Horace Chagnon.....	9 67	Cotisations spéciales—Special assessments.	Duvernay.
8	210		Avenue Mont Royal —Mount Royal Av.	Joseph Lafrance.....	3 92	Cotisations spéciales—Special assessments.	Duvernay.
14	25 et — and 25 A.....	536, 538, 540 et— and 540 A.....	Avenue Mont Royal —Mount Royal Av.				
		524, 524 A et—and 526.....	Rivard.....	Louis Philippe Dupré.....	293 17	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.	
15	Partie S. E. de—S. E. part of 464, 465 et partie N. O. de—and N. W. part of 466.....	945, 945 A, 945 B, 947, 947 A et— and 947 B.....	St-Denis.....	Antoine Robert.....	335 72	Cotisations annuelles—Annual assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédula. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.
470	Village St-Jean Baptiste maintenant annexé à la cité de Montréal.—St. Jean Baptiste village, now annexed to the city of Montreal.	15	897 et—and 898	647, 649 et—and 651	Sanguinet.....	Arthur Lemieux.....	\$80 76	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
471		15	899 et—and 900	653 et—and 655	Sanguinet.....	Arthur Lemieux.....	40 92	Cotisations annuelles—Annual assessments.	
477		15	1138, 1139 et—and 1140	1215, 1217, 1219 et—and 1221	Avenue de l'Hôtel-de-Ville — Hotel de Ville Avenue.	Alphonsine Legault dit Deslauriers, épouse de—wife of Charles Mayrand.	32 25	Cotisations spéciales—Special assessments.	
478		15	1141 et—and 1142	1207, 1209, 1211 et—and 1213	Avenue de l'Hôtel-de-Ville — Hotel de Ville Avenue.	Israël Richer.....	23 88	Cotisations spéciales—Special assessments.	
483		15	1147	1189 et—and 1191	Avenue de l'Hôtel-de-Ville — Hôtel de Ville Avenue.	Pierre Claude.....	11 92	Cotisations spéciales—Special assessments.	
509	Partie de la paroisse de Montréal maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, now annexed to the city of Montreal.	3308 A et— and C.....		903, 905 et—and 907	Wellington.	Stephenson Goodbody.....	305 18	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Gabriel.
514		3239	65	280 et—and 282 747	Charlevoix..... Wellington.....	Marie-Louise Montpetit, épouse de— wife of Arthur Lamarche, Eva Montpetit, Ada Montpetit, Ludger Montpetit, Elzéar Montpetit et —and Edouard Montpetit.....	44 45	Cotisations annuelles—Annual assessments, St-Gabriel.	
515		3239	$\frac{1}{2}$ S. E. de — S. E. $\frac{1}{4}$ of 106, 107 et— and 108	5 et—and 7	Fortune.....	Philomène Smith, veuve de—widow of Charles Lafontaine, usufruitière — usufructuary.....	51 47	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.....	St-Gabriel.

Sujet à la substitution créée par le testament de Mathilde Leclair, épouse de Jean M. Papineau, devant L. N. Dumouchel, N. P., le 7 avril 1891, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Hochelaga et Jacques-Cartier, le 19 décembre 1898, sous le numéro 76627 et sujet à la substitution créée par le testament de Jean-Marie Papineau, devant C. Paquette, N. P., le 2 mars 1903, et dûment enregistré dans le bureau d'enregistrement pour Hochelaga et Jacques-Cartier, le 23 mars 1904, sous le numéro 105903.— Subject to the substitution created by the last will of Mathilde Leclair, wife of Jean M. Papineau, before L. N. Dumouchel, N. P., the 7th April 1891, and duly registered in the registry office for Hochelaga and Jacques Cartier, on the 19th December, 1898, under number 76627, and subject to the substitution created by the last will of Jean Marie Papineau, before C. Paquette, N. P., on the 2nd March, 1903, and duly registered in the registry office for Hochelaga and Jacques Cartier, on the 23rd March 1904, under number 105903.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la séctule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Noms des quartiers pour fins municipales.—Names of wards for municipal purposes.	
638	Partie de la paroisse du Sault au Recollet, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Sault au Recollet, now annexed to the city of Montreal.	489	168	2247	St-Hubert	Zénon Corbeau	\$15 23	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Denis.	
640		489	177		St-Hubert	James Ross	4 77	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Denis.	
641		489	182, 183 et— and 184	2498, 2500, 2502	Labelle	Zénon Corbeau	48 95	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Denis.	
650		489	258		St-Hubert	Michel Brossoit	1 92	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Denis.	
651		489	259		St-Hubert	Michel Brossoit	1 92	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Denis.	
669	Partie de la paroisse de Montréal, ci-devant de la cité de St-Henri et de Montréal, maintenant annexée à la cité de Montréal.—Part of the parish of Montreal, formerly of the city of St. Henry of Montreal, now annexed to the city of Montreal.	Partie N. de— N. part of 1624		11	Lenoir	Patrick McGreevey	40 37	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.— St. Henry	
670		Partie de— Part of 1655			St-Jacques— St. James	Joseph Victor Décarie et— and Jean Bte. Décarie	56 20	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.— St. Henry.	
674		1854 et— and 1855		62, 62 A, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78 et— and 80	St-Ferdinand	Napoléon Lavoie	255 00	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.— St. Henry.	
677		1979		90, 92, 94 et— and 96	Turgeon	Lilia d'Irumberry de Salaberry, épouse de— wife of Louis René Hertel La- roque.	53 12	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.— St. Henry.	
683		2095		42, 44, 46, 48, 50, 52 et— and 54	Bourget	Henry Wilfrid Prendergast	82 87	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.— St. Henry.	
684		3413	Partie O. de —W. part of 16			St-Ambroise	Joseph Décarie, fils, jr.	186 09	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.
690		1704	298	70 et— and 72	Palm	Joseph P. Tremblay	13 20	Cotisations annuelles—annual assessments..	St-Henri.— St. Henry.	

696	459	623, 625 et — and 627	Albert.				
		43, 45, 47 et — and 49	Dominion	Charles Solomon Roy	151 20	Cotisations annuelles—annual assessments.	Ste-Cunégonde.
698	582	270, 272 et — and 274	Workman.				
		87 et — and 89	Vinet	Jos. Arthur Roch Léonard	157 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	Ste-Cunégonde.
701	636	459, 461 et — and 463	Workman.				
		131½ et — and 133	Atwater	James Conway	126 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	Ste-Cunégonde.
703	756, 757, 758, 759 et ½ N. E. de — and ¼ N. E. of 755	680 et 682	Albert	Joseph Luttrell	245 00	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Ste-Cunégonde.
704	765, 766 et — and 767	695, 697, 699, 701, 703 et — and 705	Albert	Jos. A. Roch Léonard	119 70	Cotisations annuelles—Annual assessments.	Ste-Cunégonde.

Pour être vendues à mon bureau, dans la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 401, chapitre 58, 62 Victoria, P. Q.

Bureau du Shérif,
Montréal, 4 Septembre 1907.

J. R. THIBAudeau,
Shérif.
2721

To be sold at my office, in the city of Montreal, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication, according to the paragraph 401, chapter 58, 62 Victoria, P. Q.

Sheriff's Office,
Montreal, 4th September, 1907.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff.
2722

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Bryson.

Province de Québec, } **JAMES SHEPPARD**, du District de Pontiac, } canton de Lesslie, dans le No 1448. } dit district de Pontiac, commerçant, Demandeur; vs **FRANK SPARLING**, du canton de Thorne, dans le district de Pontiac, cultivateur, défendeur, à savoir :

Les trente acres de front du lot quarante-sept, dans le cinquième rang du canton de Thorne, dans le comté de Pontiac; bornés en front par les lots du quatrième rang de Thorne, et en arrière par le résidu du dit lot numéro quarante-sept (No 47), d'un côté par le lot quarante-six, et de l'autre côté par le lot quarante-huit, du dit cinquième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le **DIX-HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE**, mil neuf cent sept, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, } **SIMON McNALLY**, } Shérif. }
Bryson, 9 août 1907. } 2541.2 }
[Première publication, 17 août 1907.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

MANDAT DE CURATEUR

Québec, à savoir : } **IN RE DAME ELIZA JANE** }
No 1559. } **LAMOUREUX**, faillié, et }
ERNEST F. WURTELE, curateur, et la **CITE** }
DE QUEBEC, requérante, à savoir :

Le lot No 2 (deux), de la subdivision du lot No 2568 2, (deux mille cinq cent soixante-huit-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé au coin des rues des Grisons et Sainte-Geneviève—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de matin.

Bureau du shérif, } **ED. BEGIN**, } Député shérif. }
Québec, 22 août 1907. } 2637.2 }
[Première publication, 24 août 1907.]

ERRATUM.

A la page 984, de la *Gazette Officielle*, du 29 juin dernier 1907, au numéro 2053-54, lisez avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf cents piastres, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions, au lieu de neuf cent neuf (909) actions.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de septembre 1907.

L. RODOLPHE ROY,
2723 Secrétaire de la province.

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Bryson.

Province of Quebec, } **JAMES SHEPPARD**, of District of Pontiac, } the township of Lesslie, No. 1448. } in the said district of Pontiac, trader, Plaintiff; vs. **FRANK SPARLING**, of the township of Thorne, in the district of Pontiac, farmer, Defendant, to wit :

The front thirty acres of lot forty seven, in the fifth range of the township of Thorne, in the county of Pontiac; bounded in front by the lots of the fourth range of Thorne, and in the rear by the remainder of said lot number forty seven (No. 47), on the one side by lot forty six, and on the other side by lot forty eight, of said fifth range—with all the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the **EIGHTEENTH** day of **SEPTEMBER**, one thousand nine hundred and seven, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, } **SIMON McNALLY**, } Sheriff. }
Bryson, 9th August, 1907. } 2542 }
[First published, 17th August, 1907.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

CURATOR'S WARRANT.

Québec, to wit : } **IN RE DAME ELIZA JANE** }
No. 1559. } **LAMOUREUX**, Insolvent, }
and **ERNEST F. WURTELE**, curator; and **THE** }
CITY OF QUEBEC, Petitioner, to wit :

The lot No. 2 (two), of the subdivision of lot No. 2568-2 (two thousand five hundred and sixty eight-two), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate at the corner of des Grisons and Sainte Geneviève streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **TWENTY-SEVENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } **ED. BEGIN**, } Deputy Sheriff. }
Québec, 22nd August, 1907. } 2638 }
[First published, 24th August, 1907.]

ERRATUM.

Page 984, of the *Official Gazette*, of the 29th of June last, 1907, at number 2053-54, read: with a capital stock of ninety nine hundred dollars, divided into nine hundred and ninety nine (999) shares, instead of nine hundred and nine (909) shares.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this fourth day of September, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
2724 Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

La compagnie "Grand Pabos Lumber Company" a été autorisée à faire des affaires dans la province de Québec.

La principal place d'affaires, dans la province de Québec, est à Grand Pabos Mills.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. R. A. Braman, de Grand Pabos Mills.

L. RODOLPHE ROY
Secrétaire de la province.

Québec, 5 septembre 1907. 2725

Government Notices

"The Grand Pabos Lumber Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province of Québec, is at Grand Pabos Mills.

Its principal agent, for the purpose of receiving services or proceedings instituted against it, is Mr. R. A. Braman, of Grand Pabos Mills.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 5th September, 1907. 2726

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame C. Bauvé, modiste, de la
cité de Montréal, Faillie,

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est déclaré et sera payable à mon bureau, le et après le 24ième jour de septembre 1907.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 5 septembre 1907. 2731

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 92
Louis Philippe Crépeau, avocat, de la ville d'Arthabaska, Demandeur;

vs
Edouard L. Desaulniers, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le défendeur en cette cause, arrêté sur bref de *capias ad respondendum*, a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Arthabaska, le 25 août 1907.

CREPEAU & CREPEAU,
Avocats du demandeur.

Daté ce 4 septembre 1907. 2733

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 7.

In re Ernest Mackay, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier bordereau de dividendes, lequel sera payable à mon bureau, chambre 220, Board of Trade Building, Montréal, le ou après le 25e jour de septembre 1907.

H. V. DUGGAN,
Curateur.

2729

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Dame C. Bauvé, dressmaker, of
the city of Montreal, Insolvent,

and
Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been declared and will be payable at my office, on or after the 24th day of September, 1907.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 5th September, 1907. 2732

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 92
Louis Philippe Crépeau, advocate, of the town of
Arthabaska, Plaintiff;

vs
Edouard L. Desaulniers, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the defendant in this cause, arrested on a writ of *capias ad respondendum*, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, at Arthabaska, on the 25th of August, 1907.

CREPEAU & CREPEAU,
Attorneys for plaintiff.

Dated this 4th of September, 1907. 2734

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 7.

In re Ernest Mackay, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that I have prepared a first dividend sheet, which will be payable at my office, Room 220, Board of Trade Building, Montreal, on or after the 25th day of September, 1907.

H. V. DUGGAN,
Curator.

2730

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 36.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bordeleau vs Mongrain, 1246; Boyanner vs Superior, 1244; Castonguay vs de la Durantaye, 1245; Deslandes vs Renaud, 1244; Giasson vs Couture, 1245; Lemaire dit Augé vs Boire, 1245; McHenry vs Aylen, 1246; Miville Deschênes vs Fortin, 1244; Morin vs Beauchamp, 1245; Proteau vs Poirier, 1245; Ryan vs McCormack, 1244; Serazin vs Gratton, 1244; St. Denis vs Bertrand, 1245.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Cook vs Jones, 1235.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1213.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1241; Conseil législatif, 1240.

BILLS PRIVÉS :—Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—1239.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—Grand Pabos Lumber Co, 1265.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, 1243.

ERRATUM :—A la page 984 de la Gazette Officielle, 1265.

FAILLIS :—Bellemare, 1247; Boucher, 1246; Bourque, 1246; Desaulniers, 1265; Dufresne, 1246; Labreche & Co, 1247; Mackay, 1265; Sauvé (Dme), 1265; Star Cay Manufacturing Co, 1246.

LETTRES PATENTES :—Chaudière Lumber Coy, 1238.

NOMINATIONS :—Cour des commissaires :—Saint-Bernard de Lacolle, 1235; Saint Léonard d'Aston, 1236; Saint-Cuthbert, 1236. Juge de paix sous l'article 2572 :—1235.

PROCLAMATIONS :—Convocation des chambres, 1237; Municipalité du village de la Baie de Shawinigan, 1236.

RÉSOLUTION :—Conseil Municipalité du comté de Joliette, 1243.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—La cité de Montréal vs Divers, 1250.

VENTES PAR LES SHÉRIFS.

GASPÉ :—La Cie de Quincallerie Chinic, 1248; The McLaughlin Carriage Coy vs Campbell, 1247.

KAMOURASKA :—Vaillancourt vs Garneau, 1248.

MONTREAL :—Adelstein vs Adelstein et al, 1249.

PONTIAC :—Sheppard vs Sparling, 1264.

QUÉBEC :—Lamoureux (Dme), faillie, 1264.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi,

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bordeleau vs Mongrain, 1246; Boyanner vs Superior, 1244; Castonguay vs de la Durantaye, 1245; Deslandes vs Renaud, 1244; Giasson vs Couture, 1245; Lemaire dit Augé vs Boire, 1245; McHenry vs Aylen, 1246; Miville Deschênes vs Fortin, 1244; Morin vs Beauchamp, 1245; Proteau vs Poirier, 1245; Ryan vs McCormack, 1244; Serazin vs Gratton, 1244; St. Denis vs Bertrand, 1245.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Cook vs Jones, 1235.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1213.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1241; Legislative Council, 1240.

PUBLIC BILLS :—Federal Parliament :—Notices respecting the :—1239.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Grand Pabos Lumber Co, 1265.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—Montreal Street Railway Mutual Benefit Association, 1243.

ERRATUM :—To page 984 of the Official Gazette, 1265.

INSOLVENTS :—Bellemare, 1247; Boucher, 1246; Bourque, 1246; Desaulniers, 1265; Dufresne, 1246; Labreche & Co, 1247; Mackay, 1265; Sauvé (Dme), 1265; Star Cap Manufacturing Co, 1246.

LETTERS PATENT :—Chaudière Lumber Coy, 1238.

APPOINTMENTS :—Commissioners court :—Saint Bernard de Lacolle, 1235; Saint Leonard d'Aston, 1235; Saint Cuthbert, 1236. Justice of the peace under article 2572 :—1235.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1237; Municipality of the village of Baie de Shawinigan, 1236.

RESOLUTION :—Municipality of the county of Joliette, 1243.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—The city of Montreal vs Divers, 1250.

SHERIFFS' SALES :

GASPÉ :—The Chinic Hardware Coy, 1248; The McLaughlin Carriage Coy vs Campbell, 1247.

KAMOURASKA :—Vaillancourt vs Garneau, 1248.

MONTREAL :—Adelstein vs Adelstein et al, 1249.

PONTIAC :—Sheppard vs Sparling, 1264.

QUÉBEC :—Lamoureux (Dme), insolvent, 1264.

QUÉBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.